

Conférence de presse annuelle Swissmem du 2 mars 2026

Exposé de Stefan Brupbacher, directeur de Swissmem

Mesdames, Messieurs,

Vous avez entendu les chiffres de l'année dernière. Depuis trois ans maintenant, l'industrie est frappée par les crises les plus diverses.

L'Europe est menacée par la désindustrialisation : les entreprises des industries de base sont délocalisées et des tendances similaires s'observent par exemple en Allemagne dans l'industrie tech.

En Suisse aussi, le recul de l'emploi fait mal. Une désindustrialisation menace-t-elle également ici ? Devons-nous désormais nous aussi réclamer une politique industrielle ?

Swissmem veut empêcher ces deux scénarios. Quels sont les moyens appropriés pour y parvenir ?

Transparent 1

Il ne s'agit pas seulement d'empêcher les délocalisations. Une certaine restructuration visant à créer davantage de valeur ajoutée est nécessaire et nous a rendus plus forts par le passé. C'est ce que montre ce graphique d'Avenir Suisse : l'industrie dans son ensemble – c'est-à-dire l'industrie tech, pharmaceutique, horlogère, etc. – a augmenté notre productivité et notre valeur ajoutée en Suisse au cours des dernières décennies, grâce à quoi les emplois ont pu être maintenus malgré les crises et la force du franc suisse.

La question la plus importante à long terme est la suivante : comment garantir les investissements en Suisse à l'avenir ?

Au début de l'été 2024, nous avons réalisé un sondage sur les raisons et les obstacles à l'investissement en Suisse. Nous avons répété ce sondage au début de cette année, en posant en partie les mêmes questions. Nous obtenons ainsi l'« indicateur Swissmem Pain and Gain de l'industrie tech ».

Transparent 2

Commençons par le plus réjouissant et le plus surprenant : nos entreprises restent fidèles à la Suisse !

88% des entreprises interrogées ont investi en Suisse au cours des trois dernières années. Les périodes ne coïncident certes pas exactement. Mais nous ne nous attendions pas à ce résultat exceptionnel compte tenu de la situation économique difficile des deux dernières années précédant le sondage. Avec 88%, la valeur effectivement atteinte est supérieure à l'intention d'investissement exprimée en 2024 : celle-ci s'élevait à 76%. Cela montre que les entreprises de l'industrie tech se sont battues et ont investi dans l'avenir, y compris en Suisse.

Transparent 3

Où a-t-on investi au cours des trois dernières années ? Vous voyez en bleu les investissements selon le sondage de 2026 et le trait vert indique les prévisions d'il y a près de deux ans. Vous constatez de légères variations vers plus d'investissements dans les machines, les installations et les bâtiments, davantage pour le développement de nouveaux produits, un peu moins pour la numérisation – même si cela pourrait être en partie compensé par la mention plus fréquente des processus informatiques –, et un peu moins pour la durabilité.

Transparent 4

Passons maintenant aux raisons qui ont influencé positivement les décisions d'investissement.

Ici aussi, vous pouvez voir les résultats du sondage le plus récent à côté du trait vert et ceux de 2024 à côté du trait rouge.

Actuellement, le lien avec la Suisse est la raison principale. Et cela vaut aussi bien pour les grandes entreprises que pour les PME.

Comme il y a deux ans, les deux raisons matérielles les plus importantes étaient l'accès à une main-d'œuvre qualifiée et la flexibilité du marché du travail. Ce sont les raisons les plus fréquemment citées, et de loin !

Transparent 5

Nous avons approfondi ces deux raisons afin de mieux comprendre leur importance pour les entreprises. Les déclarations sont sans équivoque : 98% des entreprises considèrent que la main-d'œuvre qualifiée est très importante ou importante. Et pour le marché libéral du travail, ce chiffre atteint 94%. Il ne faut pas toucher à ces paramètres !

Ce résultat confirme également que Swissmem fixe les bonnes priorités avec son engagement en faveur de la révision de la formation professionnelle. Celle-ci revêt une importance encore plus grande dans le contexte des changements spectaculaires induits par l'IA, car le chômage augmente chez les diplômés universitaires et diminue chez les diplômés de la formation professionnelle. Et deuxièmement, il y a le soutien des entreprises membres à notre engagement contre les revendications des syndicats concernant le programme de mesures visant à garantir la protection des salaires. Les mesures 1 à 13 constituent un compromis équilibré qui doit être adopté dans son intégralité. La mesure 14 ne fait pas partie du compromis, elle est en fait inutile et pas vraiment bonne. Au moins, les revendications les plus extrêmes des syndicats ont pu être éliminées. C'est pourquoi nous ne nous opposerons pas à la mesure 14.

Transparent 6 (à nouveau 4)

Voici deux remarques concernant l'accès au marché :

En ce qui concerne les ALE, il s'avère qu'ils ne sont importants que lorsqu'un pays partenaire de l'ALE est effectivement un marché cible pour une entreprise. Or cela n'est pas toujours le cas. De plus, les ALE doivent comporter des règles d'origine et de cumul aussi modernes que possible, car en Suisse, nous nous concentrons sur les activités à forte valeur ajoutée. Apporter ces preuves est souvent complexe, c'est pourquoi les ALE ne sont pas toujours utilisés de manière optimale. Nous estimons qu'il y a un retard à rattraper en matière de formation.

En ce qui concerne les Bilatérales : elles sont importantes pour 44% des entreprises interrogées, soit près de deux fois plus qu'il y a deux ans. Cela montre que l'incertitude géopolitique s'est accrue et renforce l'importance des ALE et de la voie bilatérale.

Transparent 7

Tournons-nous maintenant vers les raisons qui ont empêché un investissement en Suisse. Ces valeurs ont elles aussi fortement augmenté. Et la raison qui affiche la plus forte augmentation, de 2% à 29%, est la formation de blocs géopolitiques !

Le sentiment d'insécurité vis-à-vis de l'UE a également augmenté, passant de 17% à 26%. Cette hausse montre implicitement que l'accès au marché intérieur de l'UE a gagné en importance, mais qu'il devient plus incertain. Mais cela n'a – pour l'instant du moins – aucune incidence sur la décision d'investissement.

D'autres changements dans le classement sont intéressants : par exemple, le franc suisse, qui était le principal obstacle en 2024, revêt aujourd'hui une importance moindre. D'après les réactions des entreprises, nous interprétons que le franc suisse fait très mal. Mais elles savent aussi qu'il présente également des avantages, par exemple lorsque les taux d'intérêt sont bas, et que la BNS est déjà fortement intervenue sur les taux d'intérêt. Et elles apprécient tout particulièrement le niveau très stable des prix, avec une inflation pratiquement inexistante. Cela aide énormément lors des négociations salariales, car il n'existe ainsi aucune base matérielle pour la revendication habituelle de compensation du renchérissement.

Le marché du travail est moins sous tension, comme le montre la faible augmentation du nombre de mentions relatives au manque de main-d'œuvre qualifiée, qui est passé de 19% à 23%.

Transparent 8

Et enfin, au sujet de l'avenir : à la question « Prévoyez-vous d'investir en Suisse au cours des trois prochaines années ? », un peu plus de participants qu'il y a deux ans ont répondu OUI – à savoir 81%. Voilà qui est très réjouissant ! Et donc, pour conclure :

Voici ce que montre l'« indicateur Swissmem *Pain and Gain* de l'industrie tech » :

1. L'attachement à la Suisse est fort dans les grandes comme dans les petites entreprises. Personne ne déserte !
2. L'engagement à se battre, c'est-à-dire à investir, est là et nos entreprises mènent à bien leurs projets d'investissement.
3. La disponibilité d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et la flexibilité du marché du travail sont et restent clairement les principaux avantages de la place économique suisse. Il ne faut pas toucher à ce point-là. C'est pourquoi l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » doit être rejetée.
4. Dans presque tous les domaines, l'importance des conditions du site s'est accrue, tant dans le sens positif que négatif. Cela montre que, au vu de la situation géopolitique difficile, cha-cune des conditions-cadres mais aussi leur cumul gagnent clairement en importance.
5. Depuis des décennies, il existe un accord tacite entre la société, la politique et l'industrie tech : nous ne voulons pas de subventions, mais nous voulons de bonnes conditions-cadres. Contrairement à ce qui se passe à l'étranger, le contribuable n'a pas à dépenser des milliards pour nous subventionner. Ce sont plutôt nos entreprises et leurs collaborateurs qui paient des impôts. Les résultats du sondage constituent un engagement clair en faveur de cet accord. Ils montrent également que les conditions sont encore bonnes pour l'instant, mais que l'inquiétude grandit. Il est essentiel que le Parlement contribue à la mise en place de conditions-cadres favorables. Cela signifie :
 - a. Aucune restriction dans le droit du travail
 - b. Pas d'augmentation des dépenses sociales
 - c. Pas de monstres bureaucratiques tels que les nouvelles obligations de reporting pour la responsabilité des entreprises 2.0
 - d. Mais : de nouveaux ALE sans référendums
 - e. Et, au niveau cantonal, du bon sens, notamment pour les projets de construction – afin que les investissements se poursuivent.

Je vous remercie de votre attention.

Pour de plus amples renseignements :

Philippe Cordonier, membre de la direction, responsable Suisse romande

Tél. +41 44 384 42 30 / portable +41 79 644 46 77

E-mail : p.cordonier@swissmem.ch

Noé Blancpain, membre de la direction, chef Communication & Public Affairs

Tél. +41 44 384 48 65 / portable +41 78 748 61 63

E-mail : n.blancpain@swissmem.ch